

LETTRE D'INFORMATION

Ceci est une édition spéciale du bulletin d'information de la FETBB. Compte tenu des circonstances, une grande partie de cette newsletter est consacrée à la pandémie de COVID-19. Elle contient également les positions et actions politiques de la FETBB et des mises à jour de nos affiliés.

La FETBB lance une page web spéciale sur le COVID-19

Le Covid-19 s'est transformé en une crise sanitaire et économique mondiale. Pour aider ses affiliés, la FETBB a décidé de lancer une page web spéciale consacrée au COVID-19. La page web a été mise en ligne le 26 mars. Sur cette page, les affiliés peuvent trouver un aperçu des accords conclus et des réponses mises en œuvre dans les différents pays. Cet aperçu, établi sur la base des informations reçues par les affiliés, est régulièrement mis à jour.

[Plus d'infos](#)

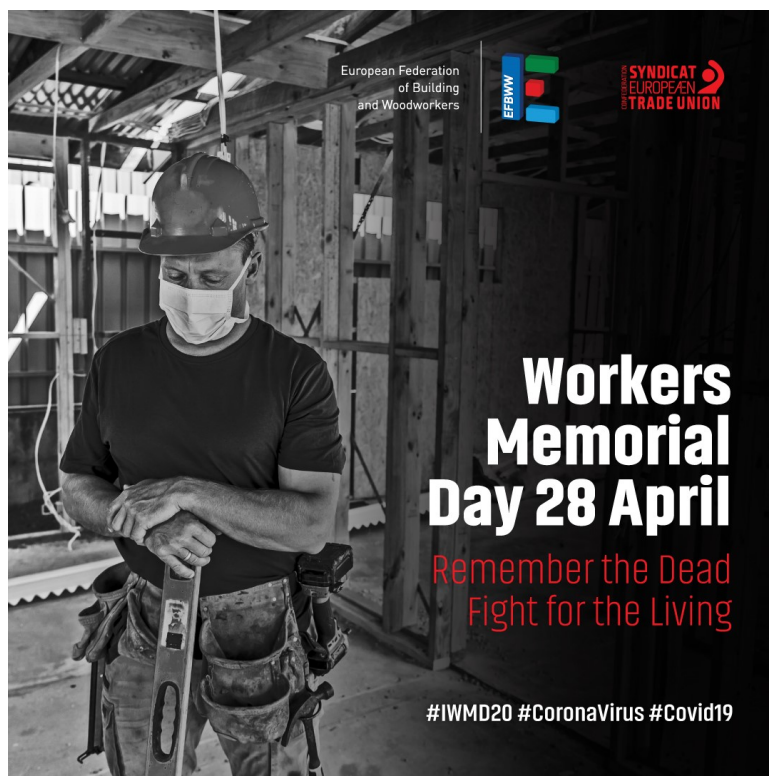
La FETBB célèbre la Journée mondiale de la santé et sécurité au travail

À la lumière de la Journée internationale de commémoration des travailleurs (IWMD), la CES et les FSE ont fait une [déclaration commune](#) sur l'impact de COVID-19 sur les tra-

vailleurs et la société. Il est essentiel de se souvenir des morts et de se battre pour les vivants, et de garantir des lois et des accords en matière de santé et de sécurité pour tous les travailleurs. La FETBB a également uni ses forces à celles de l'IBB et lancé un [appel commun à l'action](#).

Cette année, le thème de la campagne est "Protégez les travailleurs ! Stop COVID-19". Le message est urgent à un moment où les institutions européennes et de nombreux pays préparent leurs stratégies de décon-

finement pour reprendre l'activité économique dans nos industries. La FETBB et l'IBB insistent sur le fait qu'après cette crise, nous ne pouvons pas revenir à la normale et que la santé et la sécurité doivent toujours être la première priorité.



Contenu:

COVID-19	1 - 3
COVID-19: nouvelles de nos affiliés	4 - 8
Nouvelles de la FETBB	9 - 11



Déclaration COVID-19 de la FETBB

Le débat sur les mesures de crise (post-COVID-19) et la société post-Corona a commencé. La CES a demandé aux FSE de contribuer à la discussion politique. Des mesures allant des programmes de travail à court terme aux nouvelles règles de santé et de sécurité, en passant par les décisions d'investissement dans le cadre des plans de relance économique, affectent profondément les secteurs de la FETBB. Nous devons veiller à ce que la voix de nos membres soit entendue dans le débat européen. Il est temps de passer à un marché intérieur plus social. Il est temps d'opérer une transition juste vers une UE respectueuse des travailleurs et du climat. Le Comité exécutif de la FETBB discutera et amendera le projet de déclaration sur COVID-19 lors de sa réunion en ligne du 26 mai.

La FETBB publie des déclarations communes avec les fédérations d'employeurs de ses secteurs d'activité sur le COVID-19

La FETBB a convenu de déclarations communes avec les fédérations patronales sectorielles de [la construction](#) (FIEC) et de [l'industrie du bois et de l'ameublement](#) (CEI-Bois, UEA, Efic, EPF et EOS) sur la pandémie COVID-19 en cours et ses conséquences sanitaires, sociales et économiques. Nous considérons que ces documents importants peuvent contribuer aux discussions actuelles

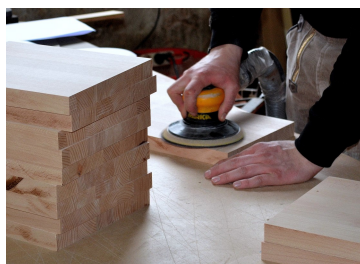
et futures, en soulignant l'importance du dialogue social au niveau européen et national.

Industrie de la construction



Les recommandations conjointes avec la FIEC donnent la priorité aux conditions de santé, de sécurité et d'hygiène des travailleurs de la construction. Il est aussi fait état de propositions visant à absorber les conséquences sociales et économiques négatives de cette crise COVID-19 et de son éventuel impact à plus long terme, de la nécessité de négocier des arrangements entre les représentants des travailleurs et les représentants des employeurs au niveau national et au niveau de l'entreprise et des mesures de déconfinement qui respectent les normes les plus élevées de sécurité et de santé au travail. Le document contient également quelques recommandations politiques.

Industries du bois et de l'ameublement



Les partenaires sociaux européens pour les secteurs du bois et de

l'ameublement, ainsi que les organisations d'employeurs du secteur des panneaux et des scieries, ont convenu de propositions communes sur la manière de protéger les travailleurs au travail et de soutenir nos secteurs pendant la crise et leur reprise. La déclaration commune s'adresse à la fois aux décideurs politiques et aux partenaires sociaux au niveau national et au niveau des entreprises.



La CES lance la veille COVID-19

La CES a lancé une série de notes d'information « COVID-19 Watch ». Elles se concentrent sur les développements fournissant des informations sur les impacts du COVID-19 sur les marchés du travail, les travailleurs et les citoyens à travers l'Europe. Ces notes d'information sont produites par la CES avec le soutien de l'ETUI et des organisations affiliées à la CES. Les notes d'information seront mises à jour périodiquement à mesure que de nouvelles mesures seront annoncées et mises en œuvre. Dans ces briefings, les travailleurs et les citoyens peuvent trouver les mesures mises en œuvre par les gouvernements de plusieurs pays de l'UE sur de nombreux sujets, tels que les allègements fiscaux, les mesures nationales visant à éviter les licenciements et à soutenir les entreprises, les travailleurs frontaliers, entre autres.

Plus d'infos



La CES met en garde contre une législation antidémocratique en Hongrie

La CES a fait part de ses préoccupations concernant les mesures adoptées en Hongrie pour atténuer les conséquences économiques de la propagation de COVID-19. La loi adoptée le 30 mars donne au Premier ministre hongrois Viktor Orbán la possibilité de prolonger l'état d'urgence pour une durée indéterminée, sans avoir besoin du consentement du Parlement, et a suspendu certaines lois pour garantir "la santé publique, la sécurité des citoyens et l'économie". La CES a envoyé deux lettres : une au Premier ministre hongrois et une autre à la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, sur les conséquences de cette législation. La CES a averti Ursula von der Leyen que cette législation crée le premier pays non démocratique de l'UE.

Interrogé sur cette situation, Gyula Pallagi, membre de notre affilié hongrois EFEDOSZSZ, a déclaré que "pour les syndicats, le plus grand problème est le manque total de dialogue social de la part du Gouvernement. Se référant à l'urgence, le Gouvernement a modifié le droit de travail, sapant les conventions collectives existantes alors que même les employeurs nient la nécessité de telles actions".

Plus d'infos

Recommandations des FSE pour les CEE pendant la crise COVID-19

Les fédérations syndicales européennes (FSE) sectorielles ont rédigé conjointement des recommandations pratiques. Intitulées "COVID-19 - Anticiper et gérer l'impact dans les entreprises multinationales", elles s'adressent aux coordinateurs et aux représentants des travailleurs dans les GSN, les CEE et les SE. L'implication des travailleurs par l'information, la consultation et la participation à la prise de décisions dans les entreprises est plus importante que jamais pour garantir la santé et la sécurité et faire face aux conséquences sociales et économiques de la crise. Une deuxième recommandation pour les représentants des travailleurs donne des conseils sur la manière de traiter les négociations pour la mise en place (ou le renouvellement) d'un accord de CEE pendant la crise COVID-19. Vous pouvez les télécharger sur le [site de la FETBB](#).

COVID-19 et ses effets sur les hommes et les femmes

De nombreux travailleurs en première ligne contre le COVID-19 sont des femmes. 70% des travailleurs de la santé et des travailleurs sociaux sont des femmes.

En outre, les travailleurs des supermarchés, des soins aux personnes âgées, du nettoyage, etc. sont principalement des femmes. Les écoles sont fermées et nos enfants sont à

la maison. Dans de nombreux cas, les femmes doivent s'occuper d'eux. Dans le même temps, des rapports montrent que la situation d'enfermement entraîne une augmentation dramatique de la violence domestique dans de nombreux pays. Pour beaucoup de femmes et d'enfants, le foyer n'est pas un endroit sûr. La CES demande que les institutions européennes et les gouvernements nationaux reconnaissent l'impact de la pandémie COVID-19 sur les femmes.



C'est pourquoi la CES et la FETBB sont extrêmement inquiètes que l'initiative européenne proposée pour combler l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes soit reportée. Ce serait un mauvais signal. En réaction à la Commission européenne, Esther Lynch (CES) a clairement indiqué que "l'égalité de rémunération est une exigence du traité de l'UE ; ce n'est pas une priorité de second rang. Il y a une forte interconnexion entre la nécessité de créer une nouvelle norme après le Covid-19 et la garantie d'un salaire égal et équitable. Dans toute l'UE, les travailleurs clés, dans les secteurs où les femmes sont majoritaires, sont injustement sous-payés et sous-évalués".

COVID-19 : nouvelles de nos affiliés

(vous en trouverez une sélection dans ce bulletin; pour un aperçu plus complet, voir la [page Web de la FETBB](#) dédiée à la crise du COVID-19)

Le travail des syndicats est essentiel dans cette crise. La FETBB a pris contact avec plusieurs affiliés pour connaître la situation dans leur pays, les principales difficultés auxquelles sont confrontés les travailleurs et les entreprises, les mesures mises en œuvre dans chaque État membre et les principales revendications et préoccupations des syndicats.

BELGIQUE



Les partenaires sociaux concluent un accord sur la construction en Belgique

Le 16 avril, après de longues et difficiles négociations, les partenaires sociaux du secteur de la construction ont conclu un accord sur la sécurité des conditions de travail dans le secteur de la construction. Il prévoit que les règles relatives à la distanciation sociale sont et restent une priorité. En outre, les travailleurs auront la possibilité de refuser la demande de l'employeur lorsque le travail doit être effectué dans un bâtiment dans lequel un ou plusieurs cas de coronavirus ont été détectés ou si le travailleur peut démontrer par un certificat médical qu'il appartient à l'un des groupes à risque. Les interventions et activités non urgentes doivent toujours être autorisées, à condition que les règles de distanciation sociale soient

respectées. Si tel n'est pas le cas, le travail peut être suspendu. Les employeurs et les travailleurs pourront signaler les situations problématiques à un point de contact de Constructiv, l'organisation paritaire des partenaires sociaux du secteur de la construction. Les négociations sur un accord sectoriel, qui permettrait un redémarrage collectif de l'industrie de la construction le 4 mai, sont toujours en cours (situation au 28 avril). Parmi les questions qui restent en suspens figurent l'organisation du transport sécurisé des travailleurs sur les chantiers, la responsabilité des employeurs (ou de leur représentant) sur le chantier et la manière de protéger la santé et la sécurité des travailleurs détachés.

FINLANDE



Il y aura des retards dans les projets, avertit Rakennusliitto

En Finlande, et selon le syndicat finlandais Rakennusliitto, le travail se poursuit normalement malgré les restrictions et, à l'heure actuelle, les effets de la crise ne sont toujours pas significatifs. La plupart des entreprises ne manquent ni de matériel ni de main-d'œuvre. Néanmoins, le syndicat avertit qu'il y aura des



retards dans les projets prévus, que la production va ralentir et que le capital de travail et le financement vont diminuer. Malgré les modifications temporaires apportées à la législation finlandaise concernant les procédures de licenciement et le chômage, il existe un consensus sur la nécessité d'éviter les licenciements temporaires et les employeurs voient l'importance de conserver une main-d'œuvre professionnelle.

PAYS-BAS



Les syndicats mettent le service d'assistance en action

Aux Pays-Bas, un protocole est en vigueur depuis mars, qui a été mis à jour en avril. Une partie de ce protocole est un service d'assistance Corona que les employeurs et les employés peuvent contacter par mail et par téléphone. Un site web a été créé où l'on peut trouver une liste exhaustive de questions-réponses, mais aussi, par exemple, le protocole détaillé du programme quotidien des professionnels. Les informations sont disponibles en plu-

sieurs langues. Les syndicats informent également les gens par l'intermédiaire de leur site web, notamment en ce qui concerne les questions de nature juridique : sur la garde d'enfants, les congés et le salaire. Comme dans d'autres pays, les négociations collectives ont été suspendues. Il existe de nombreux programmes du Gouvernement destinés aux entreprises, dont le plus important est le Noodmaatregel voor overbrugging voor behoud van werkgelegenheid (NOW). Ce régime garantit que les employeurs ayant subi une perte de chiffre d'affaires importante peuvent être remboursés à hauteur de 90 % de leurs salaires pendant une période de trois mois. En outre, une compensation supplémentaire de 30 % des coûts des employeurs est prévue.

ALLEMAGNE



L'IG BAU fait pression sur les organisations patronales pour qu'elles prennent des mesures de sécurité

En Allemagne, en raison de la crise du Corona, les négociations collectives en cours ont été interrompues. L'IG BAU s'efforce de faire en sorte que ses membres puissent travailler en toute sécurité et sans risque et que ceux qui sont confrontés à une réduction du temps de travail ou à des pertes d'emploi soient protégés. L'IG BAU a négocié avec les organisations patronales des normes d'hygiène pour assurer un niveau de

protection élevé au travail et demande aux entités publiques de poursuivre la passation de marchés de services de construction.

(<https://igbau.de/Die-Gesundheit-steht-an-oberster-Stelle.html>).



L'IG BAU fournit des informations à ses membres - également dans différentes langues étrangères - sur les conséquences de la crise du Corona sur le lieu de travail et sur leurs droits. L'IG BAU plaide pour une augmentation des indemnités de chômage partiel afin que les entreprises mais aussi les travailleurs bénéficient des programmes gouvernementaux mis en place.

IG Metall : Le fardeau de la crise sera supporté par les travailleurs

Les effets de COVID-19 dans l'industrie du bois et du meuble en Allemagne sont très différents selon les sous-secteurs. Les arrêts temporaires de production ont été limités. En mars et avril, dans de nombreuses entreprises, les comptes de temps de travail ont été réduits et la quasi-totalité des revenus mensuels a été versée. Toutefois, grâce au chômage partiel et à l'allocation de chômage partiel financée par le

Gouvernement, les licenciements ont pu être évités jusqu'à présent. L'ampleur des pertes financières pour les employés dépendra de la durée de la crise. Depuis le lundi 20 avril 2020, les petits magasins et les magasins de meubles dans certaines régions d'Allemagne sont autorisés à rouvrir, ce qui donne de l'espoir pour l'avenir. Néanmoins, IG Metall s'inquiète pour l'avenir et prévient que le fardeau de la crise sera finalement

supporté par nos collègues : non seulement avec la perte de revenus, mais aussi avec des conditions plus difficiles - au travail ou dans la vie privée.

DANEMARK



Les travailleurs migrants viennent au Danemark sans mesure de quarantaine

Bat Kartellet alerte qu'il y a beaucoup de nouveaux chômeurs, et que de nombreux apprentis perdent leur apprentissage dans le système de formation professionnelle en alternance. Le syndicat danois signale que cela constituera un énorme problème pour la quantité de main-d'œuvre qualifiée dont le pays aura besoin à l'avenir. Le syndicat s'efforce de maintenir les apprentis au travail.

Bat Kartellet prévient qu'il y a eu des incidents où des membres ont eu peur d'être exposés au virus. En par-

ticulier avec les travailleurs migrants qui viennent au Danemark et commencent à travailler dès le premier jour, alors qu'un travailleur danois, qui rentre de l'étranger/des vacances doit être en quarantaine pendant deux semaines. Le problème n'est pas résolu et Bat Kartel assure qu'elle travaille politiquement pour éloigner cette peur de tous les membres. Le syndicat danois déclare qu'une grande partie de son lobbying se concentre sur la manière de maintenir l'économie en marche et d'assurer l'avenir.

HONGRIE



ÉFÉDOSZSZ s'inquiète du ralentissement économique

En Hongrie, le secteur de la construction ne s'est pas arrêté à cause du virus corona. Les sites de travail sont toujours ouverts, les cimenteries et les briqueteries continuent de produire et des mesures ont été prises pour atténuer le danger de contamination. Efedoszszy affirme que, même si le nombre de personnes infectées et décédées en Hongrie n'est pas aussi dramatique que dans d'autres pays, les effets économiques sont palpables. Le syndicat affirme que l'intensité de la préparation de nouveaux projets diminue et que de plus en plus de projets sont arrêtés. La logistique devient un problème, l'approvisionnement en matières premières ralentit et devient plus coûteux. De plus en plus de sous-traitants sus-

pendent leurs travaux, surtout à Budapest, car moins de personnes quittent la campagne en raison de la propagation de l'épidémie. Les travailleurs migrants sont partis immédiatement après l'annonce de la fermeture des frontières, ce qui aggrave les problèmes causés par le manque de travailleurs qualifiés. Il est également à craindre que le nombre de contrats passés par l'État et les municipalités ne diminue de façon spectaculaire. Efedoszszy souligne que des mesures de relance économique sont nécessaires et que les négociations avec le gouvernement ont commencé.

FRANCE



Les syndicats français s'inquiètent des mesures de retour au travail

Depuis le 17 mars, les entreprises du secteur de la construction ont cessé leurs activités. Seuls les travaux de réparation urgents et essentiels étaient encore autorisés. De nombreux travailleurs ont été mis au chômage temporaire partiel. Récemment, les entreprises reprennent lentement mais progressivement leur activité. Cela doit être fait dans un cadre strictement réglementé négocié par les syndicats, les fédérations d'employeurs et le gouvernement. Les règles sont écrites dans un guide. Les mesures à suivre ont été rassemblées dans des guides négociés au niveau de chaque branche

CFDT Construction a participé aux négociations pour les différents guides de préconisation de sécurité sanitaire pour la continuité de l'activité de la construction et elle insiste sur le fait que les règles sont très claires et très strictes. La pandémie de COVID-19 a, selon CFDT Construction, également eu un autre effet. La CFDT constate que le dialogue social a de nouveau été mis en avant dans de nombreuses entreprises. C'est un développement très intéressant selon la CFDT. Les représentants syndicaux jouent un rôle actif dans la recherche de solutions au niveau de l'entreprise pour assurer la protection du revenu des travailleurs en situation de chômage temporaire partiel et garantir des conditions de travail sûres et saines.

Pour la FNSCBA CGT, le gouvernement français met tout en œuvre pour accélérer le retour au travail. La FNSCBA CGT a donc refusé d'accepter le guide et estime que seules les professions vitales devraient être autorisées à travailler pour le moment. Et les seules professions vitales sont celles qui permettent de lutter contre la pandémie et d'assurer les besoins essentiels et urgents de la population et de la nation. Pour la FNSCBA CGT, il est clair que toutes les autres activités ne peuvent être considérées comme essentielles. Les métiers du BTP sont déjà touchés par 1 décès par jour ouvrable et un accident grave toutes les 5 minutes. Pour la FNSCBA CGT, il serait irresponsable de surcharger

les hôpitaux ou de retirer l'équipement de protection du personnel soignant et des patients.

ROYAUME-UNI

Unite critique le gouvernement britannique pour la faiblesse de mesures prises pour garantir les conditions de sécurité

Unite a travaillé pour s'assurer que les travailleurs ont été pleinement protégés, tant financièrement que physiquement, pendant la pandémie COVID-19. Unite a joué un rôle clé pour convaincre le Gouvernement de mettre en place un programme de maintien de l'emploi (Job Retention Scheme, JRS) qui fi-



nance les entreprises pour qu'elles accordent des "congés" aux travailleurs à hauteur de 80 % de leur salaire afin de sauver des emplois.

Cependant, comme plus de la moitié des travailleurs de la construction sont officiellement des travailleurs indépendants, le JRS ne les a pas couverts. Unite a donc également fait pression avec succès sur le Gouvernement pour qu'il introduise un programme pour les travailleurs indépendants qui leur versera une subvention pouvant atteindre 2 500 livres sterling par mois pendant la

période de congé, maintenant prolongée jusqu'à la fin juin.

En ce qui concerne la sécurité des sites, Unite a fait valoir que si les sites ne peuvent pas opérer une distanciation sociale pour tous les travailleurs, les autorités devraient veiller à ce que les sites soient fermés. Le syndicat estime que sa tâche a été rendue plus difficile par la diffusion, de la part du Gouvernement, de mesures insuffisantes et défectueuses directives qui permettent aux travailleurs de la construction de "travailler jusqu'à 15 minutes à moins de deux mètres de distance". Unite a écrit au Gouvernement pour demander le retrait de ces directives et a également lancé une ligne

d'assistance téléphonique et une vaste campagne dans les médias sociaux pour s'assurer que les travailleurs inquiets pour leur santé et leur sécurité puissent informer Unite en lui promettant qu'il agira ensuite en fonction de leurs préoccupations.

IRELANDE

Le SIPTU a négocié les paiements avec les employeurs

En Irlande, alors que tous les services non essentiels ont été fermés à partir du 22 mars, date à laquelle le Gouvernement a annoncé de nouvelles restrictions pour enrayer la propagation du coronavirus, l'exploitation de la plupart des chantiers de

construction s'est poursuivie, l'industrie étant considérée comme un secteur essentiel. Cependant, la situation a changé quelques jours plus tard : de nouvelles restrictions ont été annoncées le 28 mars et tous les sites ont été fermés, à l'exception de ceux jugés essentiels dans la lutte contre le virus.

Les travailleurs licenciés ont reçu soit un paiement COVID-19, soit un régime temporaire de subvention salariale demandé par l'entreprise. Les négociations entre le SIPTU et les grandes entreprises ont abouti à plusieurs accords pour le versement d'un paiement complémentaire aux membres. Il s'agit notamment de Kilsaran International, Roadstone, O'Neill & Brennan et Wall's. Des changements ont été apportés en ce qui concerne le Safe Pass, une licence obligatoire requise pour travailler sur les sites, ce qui signifie que le pass n'expirera pas pendant la période d'urgence COVID-19. Cela permettra de garantir que les travailleurs ne seront pas empêchés d'effectuer un retour au travail or- donné pour les constructeurs une fois qu'un protocole aura été établi.

LUXEMBOURG

OGBL Bâtiment contrôle le respect des règles de sécurité sur les chantiers

Après que le Gouvernement a décidé de suspendre toutes les activités de construction au Luxembourg le 20 mars, presque toutes les entre-

prises ont cessé de travailler.

Environ 35 000 travailleurs de ces secteurs ont bénéficié du chômage partiel, qui leur garantit 80 % de leur salaire normal. Ce montant est payé par l'État.

Entre-temps, les chantiers ont rouvert à partir du 20 avril 2020. Les partenaires sociaux ont discuté des normes de santé et de sécurité avec le ministre du travail, qui ont ensuite été intégrées dans un règlement gouvernemental. Les syndicats et les employeurs ont également signé un accord sur les règles relatives au transport du personnel, afin de limiter le nombre de passagers dans les véhicules de l'entreprise. Aucune dérogation aux conventions collectives n'a été accordée en raison du COVID-19.

L'OGBL effectue actuellement un travail de surveillance sur les chantiers avec les délégués du personnel afin de rappeler aux travailleurs l'importance de respecter strictement toutes les règles de santé.

ITALIE



Les syndicats italiens signent un protocole pour reprendre les activités de construction en toute sécurité

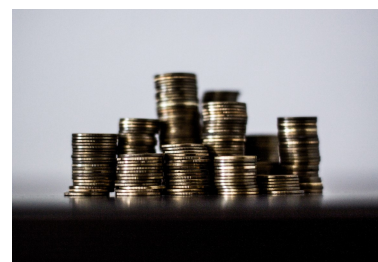
Les chantiers de la région de Lombardie, dans le nord de l'Italie, sont suspendus depuis le 7 mars, sauf

pour des activités urgentes et nécessaires telles que la construction de nouvelles structures pour les besoins de Covid-19. Dans toutes les autres régions italiennes, ils ont continué à fonctionner, car le secteur du bâtiment, conformément au code Ateco, est considéré comme faisant partie des activités essentielles à ne pas suspendre. Néanmoins, il a été très difficile de respecter sur les chantiers certaines dispositions édictées par le gouvernement telles que les mesures de distanciation sociale. À la forte demande des syndicats italiens et après de nombreuses discussions tripartites, le gouvernement italien a décidé que les chantiers en Italie devaient être temporairement suspendus du 25 mars au 13 avril.

Seules les activités de construction liées aux besoins de COVID-19 et les chantiers qui pouvaient prouver que toutes les dispositions en matière de santé et de sécurité des travailleurs pouvaient être respectées, ont été autorisées à continuer. La suspension a ensuite été prolongée jusqu'au 3 mai. Avec le dernier décret d'avril, les chantiers publics - par exemple pour la construction d'écoles, d'hôpitaux et de prisons - ont pu reprendre leurs activités à partir du 27 avril, tandis que les chantiers privés ne reprendront qu'à partir du 4 mai. Les activités des in-

dustries du bois, de la sylviculture, de l'ameublement, du ciment et des matériaux de construction ont également été considérablement réduites ou temporairement suspendues. Ces industries reprendront également leurs activités le 4 mai. Les syndicats italiens ont signé la semaine dernière un protocole avec tous leurs homologues pour une reprise du travail en toute sécurité. Toutes les dispositions en matière de santé et de sécurité doivent être respectées, c'est-à-dire que des mesures de distanciation sociale, des masques respiratoires doivent être disponibles, etc...

Des mesures spéciales ont été prises pour soutenir le revenu et le



salaire des travailleurs. Ces mesures s'appliquent également aux travailleurs temporaires et atypiques. L'interdiction de licencier des travailleurs pendant 60 jours à compter de l'entrée en vigueur du décret et la suspension des procédures de licenciement collectif ont déjà commencé avant la crise du Covid-19. Il est également possible de bénéficier d'un congé parental extraordinaire d'une durée totale de 15 jours, en alternance avec les deux parents ayant des enfants de moins de 12 ans ou d'un bon de 600,00 € pour la garde d'enfants.

Ce n'est qu'un aperçu limité. Dans une prochaine édition de la newsletter, nous donnerons la possibilité à d'autres affiliés de partager leurs histoires. Si vous avez des nouvelles ou des contributions, n'hésitez pas à contacter pcravina@efbww.eu

Nouvelles de la FETBB

La FETBB se transforme et devient une plateforme sociale de proximité

L'Assemblée générale de Vienne a décidé que la FETBB devait adopter une stratégie de communication plus proactive. Ceci est d'autant plus vital dans le contexte de la crise COVID-19 et à l'ère du «Fake News». La FETBB veut tendre la main et se rapprocher de ses affiliés. Paula Cravina de Sousa a pris ses fonctions de responsable de la communication de la FETBB le 1er avril. Communiquer avec succès, c'est aussi être présent sur toutes les grandes plateformes sociales, c'est pourquoi vous pouvez désormais trouver la FETBB via: [Facebook](#), [LinkedIn](#), [Twitter](#) et [Instagram](#). Nos plates-formes de médias sociaux seront désormais développées progressivement et régulièrement mises à jour. N'oubliez pas de jeter un coup d'œil à nos pages et de vous y abonner. L'objectif est de faire entendre notre voix, de nous rendre plus visible et d'accroître notre influence.

Salaire minimum : Deuxième phase de consultation des partenaires sociaux par la Commission européenne

Le 10 juin, la Commission européenne présentera sa proposition pour une éventuelle initiative sur les salaires minimums dans l'UE. Cette initiative marquera le début de la deuxième phase de consultation

des partenaires sociaux européens. Afin que la FETBB puisse faire entendre sa voix dans la réponse de la CES à la Commission, nous devons respecter un calendrier très strict. Le Comité exécutif de la FETBB discutera de nos amendements au projet de réponse de la CES et, dans un deuxième temps, du vote sur la réponse finale de la CES. La base de notre discussion interne à la FETBB sur ce sujet est la [résolution](#) sur "un salaire égal pour un travail égal dans les pays de l'UE" qui a été adoptée à l'Assemblée générale de Vienne et notre document [de position](#) sur les négociations collectives et les salaires minimums. Comme lors de la première phase de consultation, la FETBB s'efforcera de parvenir à une position syndicale européenne commune basée sur le consensus.

La FETBB prépare la position européenne sur le Green Deal

Le secrétariat de la FETBB prépare un document de position européen commun sur le Green Deal qui inclut toutes nos industries : bâtiment, bois, meubles, foresterie et matériaux de construction. Le document de position européen sur le Green Deal sera publié sous la forme d'une brochure. En outre, une brochure de 2 à 3 pages sera préparée. Ce dépliant résumera la brochure de l'EGD (Green Deal européen) et

comprendra nos principaux points d'action. Outre la brochure et le dépliant principaux du Green Deal européen, nous prévoyons également d'élaborer des documents de position spécifiques concernant certains sujets importants, tels que la stratégie industrielle de l'UE, le plan d'ac-



tion pour l'économie circulaire, la vague de rénovation, le mécanisme d'ajustement aux frontières du carbone, etc.

Le mois dernier, la Commission européenne a publié des communications sur la stratégie industrielle de l'UE et le plan d'action pour l'économie circulaire. Dans le cadre de notre stratégie interne, nous prévoyons de lancer dans les prochains mois des processus de consultation et des discussions avec nos membres sur les sujets susmentionnés.

Fin du projet FETBB-FIEC-AEIP "Vers un nouveau départ des relations industrielles dans la construction dans les pays d'Eu- rope centrale et orien- tale" (TANSIRC)

En 2019, les partenaires sociaux européens de l'industrie de la construction et l'Association européenne pour les institutions paritaires ont lancé un projet de deux ans, visant à construire et à renforcer les systèmes nationaux de relations industrielles dans l'industrie de la construction dans les pays d'Europe centrale et orientale. Le projet était géré par la FETBB. Nous devons maintenant évaluer ce qui a été réalisé et la manière de procéder.

Pour la première fois, nous avons une image claire des forces, faiblesses, opportunités et menaces (analyse SWOT, pour « Strengths, Weaknesses, Opportunities, and Threats » – “forces, faiblesses, opportunités, menaces”) des modèles nationaux de relations industrielles dans le secteur de la construction en Bulgarie, Croatie, République tchèque, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Roumanie, Slovaquie, Macédoine, Monténégro et Serbie. Bien que chaque pays soit plutôt unique et dispose d'un cadre politique, juridique et administratif spécifique, il existe plusieurs défis communs. Toutes les organisations, qu'elles soient patronales ou syndicales, ont des difficultés à attirer et à retenir des membres actifs. Dans plusieurs pays d'Europe centrale et orientale,

le cadre juridique existant offre une autonomie limitée aux partenaires sociaux pour réglementer leur propre marché du travail. En particulier, une application correcte des règles juridiques et conventionnelles existantes reste difficile. Dans l'ensemble, nous constatons également que de nombreux partenaires sociaux du secteur de la construction partagent des défis politiques communs. En bref, nous pouvons énumérer : garantir des conditions de travail sûres et saines, réglementer correctement l'accès au marché du travail de la construction (marchés publics), améliorer les normes sociales, lutter contre les formes de travail illégales et construire un cadre durable pour le système de relations industrielles basé sur le paritarisme.

Les partenaires de ce projet s'étant engagés à long terme, un engagement a été pris pour assurer la poursuite du projet pour la période 2021-2022. Cette fois, c'est la Fédération européenne des employeurs de la construction (FIEC) qui prendra la tête du projet.

L'OSE et l'ETUI publient une édition anniversaire - La politique sociale dans l'Union européenne 1999-2019

En 1999, l'Observatoire social européen (OSE) et l'Institut syndical européen (ETUI) ont commencé à publier l'étude - La politique sociale dans l'UE : état des lieux. L'objectif était de contribuer au débat sur les

développements importants dans l'élaboration de la politique sociale de l'UE. Cette année, l'OSE et l'ETUI ont publié une édition anniversaire - Bilan social dans l'Union européenne 1999-2019 : une route longue et sinueuse. Le livre revient sur les principaux développements de la politique sociale de l'UE au cours des deux dernières décennies.



Cette édition analyse les méandres d'un paradigme de politique sociale en permanence éclipsé par des considérations financières. Parmi les questions clés abordées, citons : quelle était la place de la dimension sociale pendant la crise financière et économique ? Qui a conduit, et qui a freiné, l'élaboration des politiques sociales de l'UE ? Quelles sont les prochaines étapes de la mise en œuvre de la dimension sociale de l'UE, notamment dans le contexte du pilier européen des droits sociaux ? Malgré les nombreuses déclarations optimistes des

dirigeants européens, la politique sociale reste un "bienfait" - si et quand le contexte économique et politique le permet - et non un "must".

[Plus d'infos](#)

Semaine européenne des compétences professionnelles

La semaine européenne des compétences professionnelles est un événement annuel au cours duquel des organisations locales, régionales ou nationales présentent le meilleur de l'enseignement et de la formation professionnels. Cette initiative a été créée en 2016 par la Commission européenne pour présenter les réa-

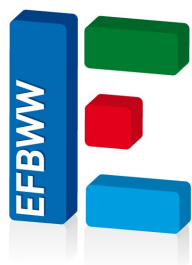
lisations visibles de la coopération européenne en matière d'enseignement et de formation professionnelle (EFP). Le Parlement européen a également demandé à la Commission européenne de renforcer son travail de sensibilisation aux avantages d'un EFP de qualité. Aujourd'hui, l'événement est devenu une plateforme d'échange pour les acteurs de l'EFP dans toute l'Europe et au-delà. Sa prochaine édition aura lieu à Berlin du 09 au 13 novembre 2020. Dès que vous connaîtrez vos projets pour les activités d'EFP de cette année, inscrivez-les dans le cadre de la Semaine européenne

des compétences professionnelles 2020. Les [inscriptions](#) sont désormais ouvertes.

En outre, la Commission européenne demande une contribution pour remplir une [courte enquête](#) afin de partager les points de vue sur les dernières Semaines européennes des compétences professionnelles (2016-2019).

Calendrier des réunions FETBB jusqu'au 30 juin - Mise à jour

Date	Meeting	Status
27 April	Auditing Committee	Postponed
27-28 April	Social dialogue seminar on OH&S	Postponed
4 May	Standing Committee Building	Videoconference
5 May	EFBWW Women's network	Videoconference
12 May	Cross-sectoral Strategic Group on MW	Postponed
13 May	EFBWW EWC Coordinators Group	Videoconference
18 May	Social dialogue Wood - plenary meeting	Videoconference
19 May	Social dialogue Furniture - plenary meeting	Videoconference
26 May	Executive Committee	Videoconference
28 May	Social dialogue FIEC -WP Employment	Videoconference
June	Safety and Health Open expert meeting	Postponed
12 June	BWI European Regional Women's Committee and EFBWW Women's Network	Postponed
25 June	Supply chain project steering group	Videoconference



Visit us on the web
www.efbww.eu

